

Chargé(e) de développement économique territorial (MS)

RNCP1607 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	341m
Formacode(s)	12523
Code(s) ROME	K1404, M1403, K1401, K2401, K1802
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'échéance	03/03/2022

Certificateur(s)

ECOLE DE MANAGEMENT DE NORMANDIE OU EM NORMANDIE · SIRET : 47980663000055

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le/la Chargé(e) de développement économique territorial anime un projet de développement territorial ou participe à son élaboration et à sa mise en œuvre. Il assure l'interface entre le(s) porteur(s) de projet et ses partenaires au service d'un projet collectif, il veille à son bon déroulement en fonction des engagements pris par chacune des parties et, le cas échéant, est capable de proposer des adaptations visant à réajuster les objectifs de développement économique ou à les atteindre.

1. Participation à la définition des orientations stratégiques en matière de développement territorial
2. Mise en œuvre des orientations de la collectivité en matière d'observation, de planification et de concertation, tout en assurant la contractualisation des projets.
3. Animer un projet de développement économique de territoire.
4. Instruire et accompagner les projets d'implantation, de création et de développement d'entreprises.
5. Assurer la commercialisation et la promotion de l'offre de service de la collectivité en direction des entreprises (foncier économique, zones d'activités, mesures fiscales,...).
6. Développer et animer des relations partenariales et des réseaux professionnels.
7. Commander et conduire des études dans différents domaines pour aider à l'orientation stratégiques des projets de développements et aider la décision des politiques publiques

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Les capacités attestées :

1. Analyser et synthétiser des situations donnant lieu à des orientations stratégiques de développement territorial.
2. Gérer des projets (en individuel ou en groupe) de développement territorial.
3. Proposer des recommandations et définir des orientations stratégiques de court, moyen et de long terme.
4. D'animer des projets, des réseaux et des groupes (collaborateurs et/ou partenaires).
5. De s'exprimer oralement et par écrit et de rédiger des rapports

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- Collectivités territoriales : Métropoles, communautés d'agglomération, conseil départemental, conseil régional, communautés de communes,

- Chambres consulaires et agences de développement : chambre de commerce et d'industrie, chambre d'agriculture, agences locales de développement économiques, agence de soutien à l'innovation et aux missions économiques régionales ou locales,
- Sociétés d'économies mixtes : sociétés de développement, sociétés d'aménagement, Caisse des Dépôts et Consignations
- Services déconcentrés de l'Etat : préfectures, DREAL, DIREN, DIRECT,
- Associations : pôles de compétitivité, incubateurs et pépinières d'entreprises,
- Entreprises privées : de grands groupes : dans le domaine des transports, de l'environnement, de la gestion de l'eau et des énergies (Bouygues, Veolia, Vinci, ERDF, ENGIE,...) ; PME et TPE spécialisées dans les énergies marines renouvelables, de l'économie sociale et solidaire, de l'économie circulaire et de gestion des déchets ;
- Les cabinets de conseil en stratégies de développement économique, d'aménagement et d'urbanisme des collectivités territoriales

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Directeur(rice) du développement territorial, responsable du développement territorial, responsable du développement économique
- Chef de projet de développement territorial, chef de projet en développement local
- Chargé(e) du développement touristique
- Chargé(e) d'études socio-économiques,
- Développeur(se) économique, chargé(e) de mission développement économique
- Chargé(e) du développement territorial, agent du développement territorial
- Chef de projet foncier, urbanisme et aménagement
- Chargé(e) des études prospectives et de la planification
- Chef de projet économique.

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 2 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 535 €
Familles professionnelles (FAP)	L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée) N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) · tension 2/5 (Faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	3 321
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	7 %
Familles professionnelles (FAP)	L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques L5X93 — Chargés d'études socio-économiques N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur)

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

50% EM Normandie

50% Professionnels du développement économique territorial

COMPOSITION DU JURY — VAE

50% EM Normandie

50% Professionnels du développement économique territorial

- - le directeur des études ou son représentant
- - deux enseignants-chercheurs : le responsable du programme et un responsable pédagogique d'une autre composante
- - trois professionnels en activités : un intervenant dans le programme salarié, un représentant des employeurs, un professionnel titulaire de la certification.

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 668 €
Selon la branche	7 313 € – 8 990 €
Prise en charge	Branches concernées
8 668 €	Valeur par défaut · 211 branches
8 990 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
7 313 €	CPNEF des organismes de tourisme

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	03/03/2022
-------------------------------------	------------

Liens avec d'autres certifications

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP36528

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Cette information a été supprimée en application de l'article 17.1 du Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/1607/>

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	2
Montant total engagé	3 060 €
Coût moyen par dossier	1 530 €
Durée moyenne	192 h
Période	02/2020 – 12/2020
France compétences	100 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.